



**PRÉFET
DE SAINT-BARTHÉLEMY
ET DE SAINT-MARTIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTE N° 2021 – 001 DIECCTE

portant publication pour la collectivité de Saint-Martin, de la liste des établissements, organismes et services, mentionnés à l'article L.6241-5 du code du travail, habilités à percevoir le solde de 13 % des fonds en provenance de la taxe d'apprentissage pour l'année 2021

Le représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,

VU le code du travail et notamment ses articles L 6241-1 à L 6241-5, R. 6241-21, R. 6241-22 et R. 6241-23 du code du travail ;

VU la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 modifiée sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 modifiée relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel;

VU les circulaires interministérielles du 24 août 2006 et du 10 septembre 2009 relatives à la publication des listes des premières formations technologiques et professionnelles ouvrant droit à la taxe d'apprentissage;

VU la liste des formations technologiques et professionnelles, dispensées hors du cadre de l'apprentissage, dont l'ouverture ou le maintien ont été constatés pour l'année 2020 par les services de l'État;

VU l'arrêté n°SG/SCI du 17/12/2020 portant délégation de signature à Monsieur Serge GOUTEYRON, préfet délégué auprès des représentants de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

VU l'arrêté n°SG/SCI du 17/12/2020 portant délégation de signature à Monsieur Mikaël DORE, Sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la préfecture de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er- Les formations technologiques et professionnelles visées à l'article L.6241-4, 1° du code du travail sont celles qui, dispensées dans le cadre de la formation initiale, conduisent à des diplômes ou titres enregistrés au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et classés dans la nomenclature interministérielle des niveaux de formation.

Ces formations sont dispensées, à temps complet et de manière continue ou selon un rythme approprié.

Les établissements mentionnés à l'article L.6241-5 du code du travail, implantés dans la collectivité de Saint-Martin, sont habilités à percevoir le solde de 13 % des fonds en provenance de la taxe d'apprentissage, issus des dépenses libératoires effectuées par les entreprises afin de s'acquitter de la taxe d'apprentissage.

La liste établie et retenue pour la campagne 2021 des formations technologiques et professionnelles hors apprentissage, dispensées par ces établissements figure en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2- Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Basse-Terre, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 3- Le sSecrétaire général de la préfecture de Saint-Barthélemy et Saint-Martin est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et mis en ligne sur le site internet de la préfecture : <http://www.saint-barth-saint-martin.gouv.fr>.

Fait à Saint-Martin, le 6 janvier 2021

Le Secrétaire général

Mikaël DORE

